

Cecena, G. José Luis; Deblock, Christian; Elie, Bernard; Hector, Cary; Jalbert, Lizette. *Canada-Mexique : Développement différents, problèmes communs*, Montréal, ACFAS, Coll. « Politique et Économie no. 1 », 1985, 142 p.

Nicolas Landry

Volume 18, numéro 2, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702197ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702197ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Landry, N. (1987). Compte rendu de [Cecena, G. José Luis; Deblock, Christian; Elie, Bernard; Hector, Cary; Jalbert, Lizette. *Canada-Mexique : Développement différents, problèmes communs*, Montréal, ACFAS, Coll. « Politique et Économie no. 1 », 1985, 142 p.] *Études internationales*, 18(2), 474–476.
<https://doi.org/10.7202/702197ar>

Dès lors, les États-Unis se contentent d'encourager les pourparlers directs jordano-israéliens. Les États-Unis ne s'engageraient dans une solution définitive que dans le cas où leur engagement serait sans risques majeurs pour eux et qu'un succès réel pourrait en résulter. Prudence donc de la politique américaine qui, échaudée par l'expérience libanaise, se serait résolue à se « hâter lentement » et à attendre que les parties au conflit manifestent un véritable intérêt à agir.

Paradoxalement, Robert Freedman aboutit à une appréciation similaire concernant la politique de l'URSS. Moscou n'aurait pas marqué de points décisifs au Moyen-Orient. Chassée d'Égypte, embarrassée par le conflit irako-iranien, tiraillée entre Assad et Arafat, Moscou se contente de réagir aux événements du Moyen-Orient, plus qu'elle n'influe sur leur cours ou les contrôle. La prudence est, pour l'autre grande puissance, un caractère distinctif de son action diplomatique. Cette prudence résulterait cependant, à l'inverse de celle des États-Unis, plus d'une restriction de la marge d'action de l'URSS, que d'une décision raisonnée de ne pas déployer une action en profondeur.

En attendant, la région bouge. M. Zonis qui consacre une étude intéressante au pouvoir des religieux en Iran, montre l'étendue du bouleversement des structures politiques en Iran à partir de l'idéologie élaborée par l'imam Khomeiny. De même P. Norton constate le bouleversement qui affecte l'élite politique chi'ite au Liban. À l'élite traditionnelle et « féodale » de cette communauté se sont substituées deux organisations de masse: Amal et le Hezbollah. Ce dernier mouvement qui connaît une montée en puissance très grande due à la « frustration et à la radicalisation » des masses chi'ites, s'impose de plus en plus sur la scène libanaise.

Ces bouleversements socio-politiques doivent-ils faire désespérer de l'avenir de la démocratie parlementaire dans la région? Dans une étude importante, par son érudition et sa pertinence, Dankwart Rustow aborde la question des élections et de la légitimité politique au Moyen-Orient. Peu de régimes dans cette région du monde restent attachés à la démocratie parlementaire: Israël et, plus ré-

cemment, la Turquie. Le Liban qui, contre vents et marées, maintenait une tradition démocratique parlementaire s'est effondrée. Rustow décèle cependant des indices de changement. L'Égypte, la Jordanie et le Koweït ont eu recours récemment à des élections. Pour l'auteur, c'est là une tentative entreprise par ces régimes en vue d'élargir le cadre de leur légitimité. Cela ne saurait bien entendu remettre en question la nature des régimes politiques des pays précités.

L'impasse diplomatique et la mutation brutale des sociétés constituent deux éléments importants de la situation au Moyen-Orient. En les soulignant, les *Annals* ont sans doute voulu faire réfléchir sur les véritables sources de tension au Moyen-Orient aujourd'hui. Elles ont montré du même coup la fragilité du processus de paix dans cette région du monde en même temps que les obstacles à une évolution démocratique de la région.

Joseph MAILA

*Université Saint-Joseph
Beyrouth, Liban*

CANADA

CECENA, G. José Luis; DEBLOCK, Christian; ELIE, Bernard; HECTOR, Cary; JALBERT, Lizette. *Canada-Mexique: Développements différents, problèmes communs*, Montréal, ACFAS, Coll. « Politique et Économie no. 1 », 1985, 142 p.

Ce volume est un recueil de certains textes qui furent présentés au séminaire Canada-Mexique tenu à l'Université nationale du Mexique du 22 au 25 octobre 1984. Ce symposium eut lieu dans le cadre d'un protocole d'entente entre l'Université du Québec, à Montréal, et l'Université du Mexique.

Le séminaire d'octobre 1984 a voulu faire le point sur le bilatéralisme renouvelé Canada-Mexique. C'est un premier tour d'horizon, destiné à évaluer des moyens d'échanges académiques à travers lesquels des projets de collaboration soutenus pourraient voir le jour.

Il s'agissait également de préparer le terrain pour le colloque d'octobre 1985 qui porterait sur l'autonomie et l'interdépendance dans les années 80, toujours dans le cadre des relations Canada-Mexique.

L'ouvrage contient cinq exposés dont quatre émanent de chercheurs canadiens. Ces derniers présentent la situation qui prévaut dans trois secteurs socio-économiques du Canada et le dernier texte, qui somme toute est le plus intéressant, scrute de plus près quelques aspects des relations Canada-Mexique. Ils ont forcément une allure d'initiation et d'exploration, puisqu'ils s'adressent surtout à un public non canadien.

Le premier texte nous est présenté par un chercheur mexicain qui trace un bilan des problèmes communs aux deux pays, de là la nécessité d'encourager une collaboration plus étroite. Dans un deuxième temps, on relate le rôle du système fédéral canadien vis-à-vis du développement régional. On y signale que les différences régionales furent initiées au 19^{ème} siècle et ont été perpétuées par une politique nationale qui favorisait le Canada Central et le développement de l'arrière-pays. De plus, l'auteur a l'impression que l'État fédéral est en train de se donner les moyens d'imposer un contrôle plus serré sur l'ensemble de l'appareil de la politique régionale. Afin d'arriver à ces conclusions, l'auteur avait étudié les écarts régionaux qui existaient dans trois secteurs clés de la vie socio-économique canadienne soit: la démographie, les revenus et les possibilités d'emploi.

On discute ensuite des relations économiques entre le Canada et les États-Unis ainsi que les impacts que cela a pu avoir sur l'autonomie politique et la maîtrise de développement du Canada. Là aussi, le Canada ne peut se vanter d'être dans une position avantageuse. L'auteur fait remarquer que le développement de l'économie canadienne est « imbriqué » à celui des États-Unis et dépend de ces derniers. Il en conclut, qu'il n'est guère possible d'imaginer voir le Canada sur la voie d'un développement autosuffisant et autarcique.

Vient ensuite un exposé sur l'internationalisation du secteur bancaire canadien et ses

répercussions sur notre autonomie nationale. Ici la situation est plus encourageante puisque, selon l'auteur, ce sont les banques privées qui prirent en charge la gestion monétaire nationale et qui tentèrent de contrer les politiques restrictives de la Banque du Canada. Ils financèrent la balance des paiements et alignèrent des taux d'intérêts sur ceux des États-Unis. Elles firent d'ailleurs leur part dans le resserrement de la connexion mexicaine puisqu'à la fin de 1982, six d'entre elles avaient avancé au Mexique des montants allant de 1,4 milliard \$ à 250 millions de dollars.

Finalement, on nous expose non seulement un bilan des relations entre le Canada et le Mexique, mais il est aussi question de leurs rôles en Amérique du Nord ainsi que leur implication dans le dialogue Nord-Sud. On y fait part des résultats à ce jour ainsi que des projets futurs. Le texte présenté n'est pas exhaustif et de plus l'auteur admet que son interprétation a une « coloration canadienne » ce qui idéalement, devrait être revu et complété par une version mexicaine. Il limite son analyse aux aspects matériels tout en précisant, qu'il aurait probablement été souhaitable de s'attarder à d'autres thèmes, tels que les échanges culturels, le tourisme et autres. Il termine en s'interrogeant sur le bien-fondé de la politique canadienne en ce début des années '80. Le Canada se voit-il désormais comme une « puissance principale au sens d'acteur intervenant dans l'ordre international »? Il cherche à s'allier à des partenaires privilégiés qui pourraient eux-mêmes y trouver leur intérêt à moyen ou à long terme. L'auteur estime que ce projet est hautement politique et soulève de nombreuses interrogations.

Mais pourquoi ces colloques, qu'y a-t-il de commun entre ces deux pays pour justifier des relations aussi étroites? Même s'ils ont des histoires on ne peut plus différentes, il s'avère tout de même que des facteurs géopolitiques ont soumis le Canada et le Mexique à l'attraction commune de la puissance continentale nord-américaine: les États-Unis d'Amérique.

Même si des relations diplomatiques existent depuis 1944, à compter de la fin des

années 70 il y aura un rapprochement politique et diplomatique sans précédent orchestré par de nombreux accords de coopération remontant à 1971.

Du point de vue du lecteur canadien, comme on le souligne dans le texte, il est vrai que cet ouvrage peut être considéré comme étant assez général et qui en somme ne nous apprend rien de bien nouveau, excepté pour la dernière section, qui fait quand même une bonne synthèse des activités du Canada dans les pays moins favorisés. Toutefois, les synthèses sont à point et j'estime que l'on a bien passé le message. Dans le résumé qui a précédé, j'ai signalé quelques extraits qui témoignent clairement de certaines situations assez gênantes pour les Canadiens et leur gouvernement. J'en conclus que le volume ne visait pas à promouvoir le Canada auprès des Mexicains mais plutôt à leur exposer une situation réaliste, qui démontre que les pays dits développés ont eux aussi des problèmes qui semblent insolubles. L'ouvrage contient beaucoup de chiffres et de tableaux qui sont toutefois nécessaires dans ce genre d'étude. Les statistiques sont bien présentées et peuvent être consultées rapidement en guise de références. De plus, en terminant de lire cet ouvrage, on a déjà hâte de lire les résultats du prochain colloque puisque les thèmes qu'on y retrouve, peuvent très bien faire l'objet d'un colloque perpétuel.

Nicolas LANDRY

*Centre Acadien, Université Ste-Anne,
Nouvelle-Écosse, Canada*

CAMERON, Duncan et HOULE, François.
Le Canada et la nouvelle division internationale du travail/Canada and the New International Division of Labour.
Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, Coll. « Sciences sociales », 10, 1985, 293 p.

Traiter de la situation économique canadienne dans une perspective qui aborde les transformations de l'économie mondiale ainsi

que les problèmes de croissance et d'emploi comme partie de la dynamique du système capitaliste, tel est l'objectif visé par les auteurs de cet ouvrage collectif.

Les contributions tendent à montrer que l'État canadien, tout en essayant de s'adapter à la nouvelle division internationale du travail, n'a pas encore fait face aux transformations qu'aurait dû subir la société canadienne suite à l'émergence de l'économie mondiale. Également, les principales questions auxquelles le Canada aura à faire face au cours des années 1980 sont, toujours selon les auteurs, la restructuration de l'économie et la réorientation des politiques de l'État dans le cadre d'une nouvelle division internationale du travail (NDIT).

L'ouvrage comprend 11 articles, regroupés en 4 sections. Nous n'allons pas dans cette recension résumer tous ces articles; en introduction, D. Cameron les présente fort bien (pp. 5 à 8).

Dans la première section, intitulée l'économie mondiale et la NDIT, on retrouve les textes de A. Gunder Frank et A. Lipietz. Ces auteurs abordent dans une perspective différente le problème des crises au niveau mondial. Le premier considère que les dernières années de crises s'inscrivent dans un cycle long et qu'en fait la situation ne devrait pas s'améliorer d'ici quinze ans. Cette vision mécaniste fait plutôt contraste avec celle qu'offre A. Lipietz, où les crises sont le résultat d'un « grippage » dans les conditions de reproduction des rapports sociaux pour un mode de régulation et un régime d'accumulation donnés. Par ailleurs, A. Lipietz, dans cet article fort intéressant, nous met en garde contre ce qu'il appelle le « fonctionnalisme du pire ». Beaucoup de chercheurs qui utilisent la grille d'analyse marxiste, ont cette fâcheuse manie de considérer que si le monde est ainsi fait, c'est qu'il est construit conformément aux exigences du système. En fait, le régime d'accumulation et le mode de régulation se stabilisent, car ils permettent aux rapports sociaux de se reproduire sans crise. Ce qui fait dire à A. Lipietz que l'on peut affirmer que « tout se passe comme si » mais seulement *a posteriori*.